



Édito

Vous avez choisi de me faire confiance il y a bientôt deux ans pour vous représenter à l'Assemblée nationale. Une fois encore, je tiens à vous témoigner ma reconnaissance et à vous dire combien j'ai à cœur de tenir les engagements que j'ai pris devant vous. Ce journal me permet de vous tenir informé des actions que je mène, à l'Assemblée nationale et dans la circonscription. Vous trouverez dans ce numéro les propositions que je fais, aux côtés des autres députés socialistes, pour sortir notre pays de la crise. Toute action doit être précédée d'une réflexion et d'une concertation. En 2007, j'avais élaboré, avec vous, en allant à votre rencontre, le projet que je proposais. Aujourd'hui, la situation s'est modifiée et je reviens vers vous. J'ai promis d'être un député à l'écoute. J'entends vos remarques dans ma permanence ou dans les divers sites de la circonscription,

et dans les courriers que vous m'adressez. Pour aller plus loin encore dans la concertation, je vous propose de nous rencontrer, de réfléchir et de travailler ensemble sur des thématiques qui font l'actualité de notre pays et sont au centre des préoccupations des Français : le pouvoir d'achat, l'éducation et les questions de santé. C'est pourquoi nous pourrions échanger lors de trois réunions (*voir les dates ci-dessous*). Je souhaite faire de ces rencontres des rendez-vous réguliers pour que vous puissiez, chaque fois que cela vous semble nécessaire, me faire connaître vos opinions ou m'interroger sur une question particulière. Ces réunions sont ouvertes à tous et je compte sur votre présence pour que nous puissions construire ensemble une société plus juste et plus solidaire.

Jean-Louis TOURAINE reçoit sur rendez-vous

Permanence parlementaire
117, avenue de Saxe
69003 LYON

Tél. : 04 37 45 49 49
(de 9h30 à 12h
et de 14h à 17h)
Fax : 04 78 95 08 44

Mail : jl.touraine@laposte.net
www.jeanlouistouraine.net

Ce journal est imprimé
sur du papier 100 % recyclé.

Dialogues du Député

Je vous propose d'échanger ensemble sur les questions dont j'ai régulièrement à débattre à l'Assemblée. C'est fort de vos points de vue et de vos suggestions que je pourrai faire entendre notre voix lors des débats parlementaires.

→ **Judi 5 mars - 19h**

Mairie du 8^{ème} arrondissement
12, avenue Jean Mermoz

Thème "La santé n'est pas un luxe : pour une égalité d'accès aux soins"

→ **Mercredi 18 mars - 19h**

Mairie du 7^{ème} arrondissement
16 place Jean Macé

Thème "Quelle éducation pour demain ?
De la maternelle à l'université"

→ **Judi 19 mars - 19h**

Mairie du 3^{ème} arrondissement
215 rue Duguesclin

Thème "Crise économique et pouvoir d'achat"

Ces réunions sont ouvertes à tous.



DOSSIER : S'opposer et proposer

Lors des élections de juin 2007, je me suis présenté devant vous avec un projet : construire une société plus juste et solidaire pour permettre à notre pays de sortir de ses difficultés, et de se rénover sans se déchirer. Vous le savez, je fais partie de l'opposition au sein de l'Assemblée. Mais cela ne m'empêche pas de tenir cette promesse.

Depuis un an et demi, je suis présent chaque semaine lors des débats de l'Assemblée, lors des travaux en commission des affaires sociales et dans les groupes de travail. J'ai pu, au fil des mois, examiner l'ensemble des réformes du gouvernement actuel, m'opposer lorsque cela était nécessaire, et recherché constamment à offrir des alternatives en déposant avec mes collègues des amendements et des propositions de loi. J'ai pu voir la majorité de Nicolas Sarkozy abandonner tour à tour ses belles promesses et mettre en place un système de plus en plus inégalitaire, qui ne servait que les plus nantis et affaiblissait un peu plus chaque jour les plus fragiles d'entre nous. Dans les domaines de la santé, de l'économie et des services publics, plus particulièrement, j'ai combattu ces mesures injustes. J'ai tenu à faire un récapitulatif succinct de ces dernières et, parce que je ne crois pas à l'opposition stérile, à vous présenter des idées alternatives qui permettraient de sortir de l'impasse dans laquelle le gouvernement nous a conduit.

Economie / Emploi / Pouvoir d'achat

Le bilan du gouvernement

Emploi

- Le budget 2009 prévoit la suppression de 30000 postes dans la fonction publique, et ceci en pleine période de crise et d'augmentation du chômage.
- Culpabilisation des chômeurs sous la pression des "offres raisonnables d'emploi".
- Diminution drastique des contrats aidés remettant en cause les politiques d'insertion en faveur des jeunes sans qualification et des chômeurs en fin de droit.
- Un tiers des textes du code du travail pourra désormais être modifié par simple décret, et non plus par la loi, donc sans passer devant l'Assemblée.

→ Ce que je propose

POUVOIR D'ACHAT

- Proposer un rééquilibrage en faveur des classes moyennes et basses, par la redistribution à partir des produits financiers. Cela relancerait la consommation, donc l'emploi et la machine économique.
- Majoration de la prime pour l'emploi de 50%.
- Augmentation substantielle du SMIC et revalorisation des allocations familiales.
- Baisse de la TVA sur les produits alimentaires et répercussion sur les consommateurs des marges de la grande distribution.
- Encadrement de tous les loyers et revalorisation des aides au logement, plafonnement des taux variables sur les crédits immobiliers, respect des 20% de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) pour faciliter l'accès au logement social.
- Création d'une "action de groupe" permettant aux consommateurs de se regrouper pour obtenir une juste indemnisation en cas de préjudice.
- Ces mesures seront financées par le prélèvement exceptionnel sur les compagnies

Banalisation du Travail dominical

- A la fin de l'année 2008, Nicolas Sarkozy a annoncé sa volonté d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche. Cette mesure provoquera une augmentation des prix, fragilisera le commerce de proximité face à la grande distribution, n'aura aucune incidence sur la croissance et remettra en cause l'idée de repos hebdomadaire.

Pouvoir d'achat

- Un faible taux de croissance avec une augmentation des prix de consommation courante très forte.
- Une baisse des allocations familiales

qui prive chaque famille concernée de près de 600 euros.

- Le gouvernement a décidé de financer le RSA (Revenu de Solidarité Active) en taxant les petits épargnants.
- Exonérations de droits de succession pour les plus grosses fortunes, allègement de l'Impôt sur la Fortune (ISF) et paquet fiscal : des cadeaux aux plus riches qui ont enlevé toute marge de manœuvre à la France.

Retraites

- Les salariés pourront désormais travailler jusqu'à 70 ans.

pétrolières, la suppression du bouclier fiscal (15 milliards d'euros), la suppression de l'exonération de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) dont bénéficie le transport aérien, la suppression du dispositif De Robien dans l'immobilier, et la contribution sur les revenus tirés des stocks-options.

EMPLOI

- Abrogation du mécanisme de défiscalisation des heures supplémentaires, une mesure qui rend l'heure supplémentaire moins chère pour l'entreprise que l'embauche de nouveaux salariés.
- Cela représenterait 5,5 milliards d'euros d'économies par an qui pourraient financer le manque à gagner des salariés placés d'autorité en chômage technique.
- Remise en cause de la réduction du nombre de contrats aidés, et recours plus large à ce type de contrats. Mise en place de garanties en termes d'insertion et de formation pour les bénéficiaires de ces contrats.
- Lutte contre le développement de l'emploi précaire.

RETRAITES

- La réforme doit être négociée avec les partenaires sociaux et fondée sur la justice et la solidarité intergénérationnelle. La proposition d'un allongement de la durée de cotisation n'est pas suffisante pour résoudre le problème et ignore d'autres possibilités telles que le recours juste à des cotisations sur les stocks-options et les parachutes dorés. Il importe aussi de prendre en compte la pénibilité du travail des seniors et la différence d'espérance de vie selon les catégories sociales.
- En sollicitant les revenus financiers et les niches sociales dans le financement des retraites, il est possible de dégager au moins 3 milliards d'euros. Si l'on annule l'exonération des grosses successions, ce sont encore 2 milliards d'euros dégagés. Il est également possible de transférer un ou deux points de cotisation Unedic sur l'assurance vieillesse. Enfin, le remboursement des sommes dues par l'Etat au régime général s'élèverait à 3 milliards d'euros.

Services publics

Le bilan du gouvernement

Education

- Suppression de 13500 postes dans l'Education nationale à la rentrée 2009 (déjà 11200 postes supprimés à la rentrée 2008).
- Démantèlement des RASED (Réseaux d'Aide Spécialisée aux Enfants en Difficulté) : 3000 postes.
- Limitation du droit de grève avec la mise en place du service minimum d'accueil qui se révèle inapplicable, et pire, potentiellement dangereux pour nos enfants qui se retrouvent pris en charge par des personnes non qualifiées.

Proximité

- Fermeture de maternités et de services hospitaliers en zones rurales.
- Projet de privatisation de la Poste, qui aura pour conséquence une

hausse des tarifs.

- Désengagement de l'Etat dans de nombreux projets culturels.
- Transferts de compétences aux collectivités locales sans les transferts de moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public.



→ Ce que je propose

- **Evaluation des politiques publiques pour adapter les moyens aux besoins.**
- **Pas de suppression de postes mais d'éventuelles mutations ou transformations des services : le gouvernement estime qu'il y a trop de fonctionnaires. Or, il ne faut pas appréhender la question de façon globale mais voir où effectivement il y a parfois des surnombres, mais**

aussi tous les lieux où nous manquons cruellement de personnel.

- **Garantir l'égalité d'accès aux biens collectifs dans tous les territoires et la qualité du service public.**
- **Clarifier la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités, et conduire une réforme fiscale et des finances locales.**

Santé

Le bilan du gouvernement

- Le déficit de la Sécurité sociale est évalué à près de 9 milliards d'euros, et sa dette à plus de 130 milliards.
- L'ensemble des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) sont en déficit. Leur endettement s'élève à 750 milliards d'euros.
- Les franchises médicales et les déremboursements de certains médicaments, qui pénalisent les malades, touchent plus sévèrement les foyers modestes, les personnes âgées et les malades

chroniques. Je me suis opposé à ces projets de loi, intervenant en séance afin de dénoncer les franchises médicales comme une taxe.

- Augmentation de la taxe sur les compléments santé, lesquelles, en conséquence augmentent leurs tarifs en 2009.
- 5 millions de Français ne touchent pas la CMU et n'ont pas les moyens d'avoir une complémentaire santé.
- D'après le Secours Populaire, 39% des Français ont déjà retardé ou renoncé à des soins faute de moyens.

→ Ce que je propose

- **Suppression des franchises médicales.**
- **Financement accru et prioritaire de l'hôpital public pour un retour à l'équilibre budgétaire et création de certaines modalités de financement additionnel, spécifiques aux établissements publics.**
- **Aide réelle à la médecine générale et à l'installation dans les territoires dépourvus de médecins (financement de bourses d'études, par exemple).**
- **Encouragement beaucoup plus impor-**

tant à la prévention.

- **Reconnaissance de besoins budgétaires supplémentaires pour la santé humaine dans notre pays : il est normal d'accepter une progression de ce coût dans une population où le nombre d'octogénaires croît rapidement. Pour des raisons de justice sociale, ces ressources additionnelles ne sont pas à chercher dans la poche des plus pauvres, mais de ceux qui peuvent,**



par solidarité, contribuer à cet effort. Elles doivent être recherchées du côté des produits financiers : stock-options, parachutes dorés, transferts financiers, héritages luxueux, exonérations indues de cotisations sociales et, bien sûr, dettes de l'Etat envers les comptes sociaux. Il faut y ajouter la totalité des taxes existantes ou à compléter, sur le tabac, l'alcool et les aliments générateurs d'obésité et de diabète.



Semaine bleue

La Semaine Bleue est la semaine des retraités et des personnes âgées. Cet événement est l'occasion d'attirer l'attention du grand public sur les problématiques qui touchent nos anciens : logement, déplacement, soins, loisirs...

La Semaine bleue est également un moment privilégié de la vie associative, particulièrement dans la circonscription, où les initiatives ne manquent pas. J'ai eu grand plaisir à partager un déjeuner avec les seniors du foyer Colombier dans le 7^e arrondissement. Je tiens à rendre hommage au travail quotidien mené par son équipe, qui fait de ce foyer un lieu à part.



Dessignons ensemble l'avenir du parc Sergent Blandan

J'ai participé le 25 septembre à la première réunion de concertation concernant l'avenir des 17 hectares du Parc Sergent Blandan.

Située à l'intersection des trois arrondissements de la circonscription, cette caserne de l'armée a été rachetée par le Grand Lyon en 2007. Il s'agit maintenant de réfléchir aux meilleurs usages qui pourraient être faits de l'existant et aux installations nouvelles dont on pourrait l'équiper.

Les participants ont pu s'inscrire aux ateliers qui vont désormais travailler à la précision des pistes lancées ce soir-là.



Sauvons l'éducation !

J'ai participé aux nombreux mouvements de soutien à l'Education nationale. Le gouvernement prévoit la suppression de 13 500 postes à la rentrée 2009.

J'ai eu, pendant les défilés, une pensée particulière pour les 3 000 enseignants RASED (Réseaux d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté) qui interviennent de manière ciblée, pendant le temps de classe auprès des élèves qui en ont besoin. Le gouvernement prévoit de mettre fin à leur travail.

C'est pourquoi, j'ai écrit au Ministre de l'Education, pour lui demander de revenir sur sa décision. Si tel n'était pas le cas, les conséquences seraient terribles pour ces élèves et leurs familles.

QUESTIONS écrites

Les questions écrites permettent aux députés d'adresser à un ministre une question sur un sujet spécifique, afin de soulever les préoccupations de leurs électeurs, de se renseigner sur les actions gouvernementales, ou de se faire préciser un point de la loi.

Voici quelques-unes des questions que j'ai adressées au gouvernement ces derniers mois :

■ GIVAUDAN

L'entreprise de chimie Givaudan qui produit des parfums pour l'industrie de luxe a récemment annoncé son intention de fermer d'ici le 9 mars prochain son usine, pourtant rentable, située dans le 8^{ème} arrondissement de Lyon, contraignant 65 salariés à perdre leur emploi. J'ai interrogé la Ministre de l'Economie sur l'avenir de cette usine, celui de ses salariés, et les mesures qui pourraient être prises pour prévenir ce type de délocalisation brutale.

■ FICHIER EDVIGE

J'ai attiré l'attention de Madame la Ministre de l'Intérieur sur les inquiétudes suscitées par la constitution du fichier EDVIGE (Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale) destiné à collecter les données personnelles de toutes personnes, « ayant sollicité, exercé, ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui jouent rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif ». Ce fichier, en permettant au Gouvernement de collecter des données relatives à la vie privée des individus, leur appartenance ethnique, et leurs opinions politiques, religieuses ou philosophiques, menace directement les libertés individuelles de centaines de milliers de Françaises et Français qui pourraient potentiellement faire l'objet d'un fichage. C'est pourquoi je lui ai demandé de revenir au plus vite sur cette décision en renonçant à l'établissement de ce fichier. Ce dernier a été abandonné mais une version corrigée est actuellement en projet, et nous devons rester vigilants.

■ CANTINES, OBÉSITÉ, PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES

J'ai attiré l'attention du gouvernement sur le risque d'obésité infantile de plus en plus important dans notre société, comme le démontre une enquête récente de l'UFC- Que choisir.

J'ai donc alerté le Ministre de l'Agriculture sur la hausse importante des prix des fruits et légumes qui les rend difficiles d'accès et lui ai demandé d'envisager des solutions à ce problème.

J'ai également interpellé le Ministre de l'Education nationale sur les projets du gouvernement concernant la restauration scolaire, et la Ministre de la santé, de la jeunesse, et des sports sur les actions du gouvernement dans le domaine de la nutrition et de la santé des plus jeunes.

Enfin, j'ai attiré l'attention de la Ministre de la Culture en lui demandant de régler les publicités alimentaires aux heures où les enfants sont devant les postes de télévision.

Retrouvez l'ensemble des questions écrites au fur et à mesure de leur publication au Journal officiel sur www.jeanlouistouraine.net